Entretien avec la revue italienne Charta Minuta (juillet 2007)

1) Monsieur de Benoist, insieme all'emergenza sicurezza legata ai fenomeni dell'immigrazione clandestina e del terrorismo, una delle priorità della politica europea ed internazionale è sicuramente l'emergenza ambientale. Si parla tanto di protocollo di Kyoto, di nucleare e di idrogeno come fonti alternative di energia, ma al di là di qualche titolo di giornale allarmista che attira l'attenzione per pochi giorni, l'opinione pubblica non sembra rendersi conto dell'importanza della questione ambiente. Secondo lei questo accade per ignoranza, per disinteresse o per rassegnazione?

Je trouve votre jugement trop sévère. Il me semble au contraire que, ces dernières années, l'opinion publique a commencé à prendre sérieusement conscience de la réalité des problèmes écologiques, non seulement parce que les grands médias y attachent de plus en plus d'importance, mais également parce que les gens ont eux-mêmes la possibilité de constater la détérioration grandissante de leur cadre de vie. Il ne s'agit plus seulement des pollutions. Les phénomènes de dérèglement climatique peuvent être désormais observés tous les jours. Quelles qu'en soient les causes, le réchauffement de la planète entraîne des modifications cumulées du climat qui, autrefois, exigeaient plusieurs siècles pour se produire. Les années 1998 et 2002 ont été les deux années les plus chaudes jamais connues. Ce réchauffement provoque l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes, des cyclones tropicaux, des raz-de-marée, des canicules, des feux de forêts, etc. Les inondations se multiplient à un rythme toujours plus soutenu. Aux Etats-Unis, on a enregistré 562 tornades durant le seul mois de mai 2003, chiffre jamais atteint jusque là. En l'an 2000, 256 millions de personnes ont été affectées par des accidents naturels, contre 175 millions de personnes en moyenne pour les années 1990, durant lesquelles on avait déjà enregistré trois fois plus de catastrophes naturelles que dans les années 1960. L'opinion publique y est forcément sensible.

Un autre aspect du problème qui touche l'existence quotidienne des gens est l'alimentation. La vogue des produits d'alimentation dits « biologiques » est révélatrice d'une sourde inquiétude concernant la qualité de ce que nous mangeons. Enfin, il y a la question de l'épuisement des ressources naturelles, à commencer bien sûr par le pétrole, qui représente aujourd'hui 40 % de la consommation mondiale d'énergie (et jusqu'à 95 % dans les transports). D'après les estimations les plus optimistes, il reste tout au plus, au rythme de consommation actuel, 41 années de réserves prouvées de pétrole. Mais les besoins de pétrole devraient augmenter de 60 % d'ici à 2020, doubler d'ici 2040 et quadrupler d'ici à la fin du siècle. Or, le pétrole ne s'extrait pas d'une manière continue, à prix constant. Lorsque la moitié environ des réserves disponibles d'un champ pétrolifère a été extraite, la production pétrolière commence à s'opérer à rendement décroissant. Au-delà de ce pic, les quantités

disponibles devenant plus rares, on assiste à une montée régulière des prix. En septembre 2005, le prix du baril de pétrole avait déjà atteint le cap des 70 dollars. Il pourrait atteindre 100 dollars d'ici peu. La demande continuant à croître alors que l'offre a commencé à décroître, les conséquences ont toutes chances d'être explosives. L'ère du pétrole touche à sa fin et les énergies de substitution sont encore loin d'être au point. Il me semble que les gens réalisent aussi cela.

2) Esiste secondo lei in Europa un'etica ambientale pubblica?

Il existe en Europe, mais aussi ailleurs, une préoccupation générale qu'exprime assez bien la formule du « développement durable ». Ce thème a été mis à la mode en 1992, lors du « sommet de la Terre » de Rio de Janeiro. Mais dès 1987, le célèbre rapport Brudtland définissait le développement durable comme un mode de développement qui permette la satisfaction des besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs. Il s'agirait donc de rendre compatibles (ou de « réconcilier ») la protection de l'environnement et les intérêts de l'économie.

Je suis de ceux que cette idée de « développement durable » laisse très sceptiques. Le postulat de base des partisans du « développement durable » est qu'il est possible d'aménager la croissance économique pour la rendre plus respectueuse de l'environnement, sans réaliser que c'est la croissance elle-même qui devrait être mise en question. Les mesures proposées, qu'il s'agisse de taxations diverses, d'émissions de « droits à polluer » ou de la règle de la « compensation » énoncée par Harwick dès 1977, sont seulement de nature à repousser les échéances. Au fond, la théorie du développement durable laisse entendre qu'on peut toujours substituer du capital aux ressources naturelles : le développement serait d'autant plus « durable » que la « substituabilité » du capital reproductible aux ressources naturelles consommées serait plus forte. Le problème est que le patrimoine naturel et le capital financier ne sont jamais intégralement substituables, dans la mesure où la valeur des ressources naturelles est inestimable en termes économiques : si elles sont une condition de la survie humaine, leur « prix » ne peut être qu'infini.

3) Nicolas Sarkozy, come Angela Merkel e James Cameron hanno collocato l'emergenza ambientale in cima alle priorità della loro agenda politica, sottoscrivendo protocolli di collaborazione con movimenti ecologisti e armando battaglie per ridurre l'inquinamento. E' senza dubbio importante attuare politiche nazionali di tutela dell'ambiente, ma non crede che senza una condivisione di strategie ed obiettivi a livello europeo e mondiale si finisca per ottenere piccoli risultati a breve termine?

Les problèmes écologiques se posant au plan mondial, il est évident qu'on ne peut y faire face qu'avec une coopération internationale aussi étendue que possible. Mais encore faut-il que le problème soit pris à la racine, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Dans l'optique du développement durable, le milieu naturel de vie n'est qu'une variable contraignante qui se borne à augmenter le coût de fonctionnement d'un système voué à la croissance infinie de produits marchands. Cet idéal de croissance infinie, sous-produit de l'idéologie du progrès, est l'un des fondements de la modernité. C'est sur ce fondement qu'il faut s'interroger. Malheureusement, les gouvernements ne semblent pas disposés pour l'instant à reconnaître

cette évidence qu'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini, ni d'exploitation infinie de ressources naturelles qui, par définition, n'existent qu'en quantités limitées.

Ce n'est pas à la recherche d'un « développement durable » qu'il faudrait par priorité se consacrer, mais bel et bien à celle d'une « décroissance soutenable ». Mais un tel objectif implique un véritable bouleversement des mentalités. Il entraînerait une transformation considérable de notre mode de vie. Il exigerait surtout ce que Serge Latouche a très justement appelé une « décolonisation de l'imaginaire symbolique », c'est-à-dire une remise en cause de la priorité que nos contemporains accordent aux facteurs économiques, aux valeurs marchandes, à l'axiomatique de l'intérêt et à l'idéal du développement. Le mot d'ordre de la modernité, c'est : « toujours plus ». Il est à craindre que c'est seulement sous l'effet des catastrophes que nous serons amenés à dire : « c'est assez ».

4) Cosa pensa della politica ambientale indicata da Sarkozy per la Francia?

Je disais à l'instant que l'opinion publique est aujourd'hui plus consciente des problèmes écologiques que par le passé. C'est précisément la raison pour laquelle Nicolas Sarkozy, qui est un fin politicien, a tenu à prendre divers engagements sur cette question. Mais il n'a pas été le seul : lors de la récente campagne présidentielle, tous les grands partis ont signé le « pacte écologique » proposé par Nicolas Hulot. L'une des conséquences a été que les militants écologistes ont en quelque sorte perdu leur spécificité et que la candidate des Verts, Dominique Voynet, n'a fait qu'un score négligeable. Mais cet unanimisme est aussi révélateur du flou dont j'ai déjà parlé. Lorsque les partis politiques les plus productivistes se déclarent prêts à signer un « pacte écologique », c'est qu'ils savent bien que cela ne les engage à rien. Nicolas Sarkozy se dit désireux de lutter contre la détérioration de l'environnement, ce qui est une bonne chose, mais il partage en même temps l'obsession de tous ses concurrents : comment faire pour améliorer (c'est-à-dire augmenter) la croissance ? Il veut en d'autres termes toujours plus de croissance, celle-ci étant la condition de l'emploi et de l'amélioration du niveau de vie matériel, sans réaliser que, quelles que soient les mesures adoptées, plus il y aura de croissance et plus la détérioration de l'environnement s'aggravera.

5) In Italia abbiamo rinunciato anni fa al nucleare obnubilati dalla paura di disastri ambientali e dal ricordo di Chernobyl. Eppure il nostro paese è a pochi passi da numerose centrali sparse in tutta Europa ed un eventuale disastro nucleare in pochi secondi coinvolgerebbe anche noi. Considerando l'evoluzione della tecnologia degli ultimi vent'anni, da osservatore esterno, crede che quella italiana sia stata una scelta miope dettata dalla paura, o una saggia rinuncia?

Vous avez raison de dire que la renonciation au nucléaire par l'Italie ne la met pas à l'abri des catastrophes qui pourraient se produire dans des pays voisins : on a bien vu, au moment de l'affaire de Tchernobyl, que les retombées radio-actives ne s'arrêtent pas aux frontières ! Pour ma part, je pense que les écologistes ont eu tort de concentrer pendant longtemps leurs efforts sur la dénonciation de l'énergie nucléaire. Bien entendu, tout accident dans une centrale nucléaire est susceptible de se solder par un désastre. Il faut bien admettre néanmoins que l'énergie nucléaire est une énergie beaucoup plus « propre » que les autres. En l'état actuel des techniques, renoncer à l'énergie nucléaire, c'est se mettre dans la dépendance d'autres sources d'énergie plus polluantes, dont certaines sont par ailleurs en voie d'épuisement.

6) Perché, secondo lei, nonostante i media ribadiscano di continuo in maniera più o meno allarmistica gli effetti dell'inquinamento sulla terra, molti governi non sono ancora disposti a spendere soldi per l'ambiente?

La prise de conscience de la réalité des menaces ne suffit pas. La difficulté vient de ce que nous vivons dans une idéologie dominante qui nous a habitués à considérer la Terre comme un objet inerte, que nous aurions toute liberté d'arraisonner grâce à la techno-science dans une optique purement instrumentale. Cette idée était déjà présente dans la Genèse : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la Terre et soumettez-la » (Gen. 1, 28). Le cartésianisme a pareillement posé l'homme comme « maître souverain de la nature », et depuis les moyens de « soumettre » la Terre se sont multipliés. Nous en voyons aujourd'hui les résultats. C'est en fait tout notre rapport à la nature qui doit être repensé. Cela signifie abandonner l'idée que la nature est un objet dont nous serions le sujet, pour lui substituer un idéal de co-appartenance visant à l'harmonie. C'est dans cette direction que nous pousse la réflexion écologique, mais comme elle s'oppose frontalement à l'imaginaire dominant, on comprend qu'elle ait encore du mal à s'imposer.

Alain de BENOIST